



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-49466>

Département(s) de publication : 30

Annonce n° 24-49466

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ville de Beaucaire (30)

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Fournitures pédagogiques destinées aux écoles publiques, aux centres de loisirs et au multi-accueil de la Ville de Beaucaire - Lot 4 Manuels scolaires

**Description** : Fournitures pédagogiques destinées aux écoles publiques, aux centres de loisirs et au multi-accueil de la Ville de Beaucaire - Lot 4 Manuels scolaires

**Identifiant de la procédure** : a3dbe192-6350-48ff-836f-00c1d60dca2b

**Identifiant interne** : 2024-009

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv )** : 22112000 Manuels scolaires

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : Sur le territoire de la Commune

**Ville** : Beaucaire

**Code postal** : 30300

**Subdivision pays (NUTS)** : Gard ( FRJ12 )

**Pays** : France

### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 200,000 EUR

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 200,000 EUR

### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires** : Retrait du dossier de consultation : Il est remis gratuitement à chaque candidat et disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-securises.fr> Les candidats sont invités à s'identifier lors du téléchargement du dossier, afin de pouvoir être alertés par toute modification éventuelle du DCE ou toute réponse aux questions posées par des candidats dans le cadre de la consultation. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date. Remise des offres : La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches-securises.fr> . Renseignements complémentaires : Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches-securises.fr> Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres. Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

#### **Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

### 2.1.5 Conditions du marché public

#### **Conditions de présentation :**

**Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre** : 1

**Le soumissionnaire doit présenter une offre pour l'ensemble des lots**

### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : (Voir Règlement de la Consultation)

Faillite : (Voir Règlement de la Consultation)

Corruption : (Voir Règlement de la Consultation)

Concordat : (Voir Règlement de la Consultation)

Participation à une organisation criminelle : (Voir Règlement de la Consultation)

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : (Voir Règlement de la Consultation)

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : (Voir Règlement de la Consultation)

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : (Voir Règlement de la Consultation)

Fraude : (Voir Règlement de la Consultation)

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : (Voir Règlement de la Consultation)

Insolvabilité : (Voir Règlement de la Consultation)

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : (Voir Règlement de la Consultation)

Biens administrés par un liquidateur : (Voir Règlement de la Consultation)

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : (Voir Règlement de la Consultation)

Motifs d'exclusion purement nationaux : (Voir Règlement de la Consultation)

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : (Voir Règlement de la Consultation)

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : (Voir Règlement de la Consultation)

Coupable d'une faute professionnelle grave : (Voir Règlement de la Consultation)

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : (Voir Règlement de la Consultation)

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : (Voir Règlement de la Consultation)

Paiement des cotisations de sécurité sociale : (Voir Règlement de la Consultation)

État de cessation d'activités : (Voir Règlement de la Consultation)

Paiement d'impôts et taxes : (Voir Règlement de la Consultation)

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : (Voir Règlement de la Consultation)

## **Section 5 - Lot**

### **5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0004**

**Titre :** Manuels scolaires

**Description :** Manuels scolaires

**Identifiant interne :** 2024-009-04

#### **5.1.1 Objet**

**Nature du marché :** Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv ):** 22112000 Manuels scolaires

**Options :**

**Description des options :** L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. Par conséquent, la durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est de 4 ans.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Sur le territoire de la Commune Les lieux de livraison sont les écoles maternelles et élémentaires publiques, les centres de loisirs et le multi-accueil de Beaucaire.

**Ville :** Beaucaire

**Code postal :** 30300

**Subdivision pays (NUTS) :** Gard ( FRJ12 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début :** 17/06/2024

**Date de fin de durée :** 16/06/2025

#### 5.1.4 Renouvellement

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** Les commandes se feront uniquement sur le fichier exhaustif de livres proposés par le candidat.

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 200,000 EUR

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 200,000 EUR

#### 5.1.6 Informations générales

**Il s'agit d'un marché récurrent**

**Description :** Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations. La date prévisionnelle de mise en place d'une nouvelle procédure est Printemps 2028.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Informations complémentaires :** Le lot 4 est sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire conclu avec un montant minimum annuel (5000 €) et avec un montant maximum annuel (50000 €). Il est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande pour les prestations inscrites sur le fichier exhaustif de

livres. Le titulaire n'a pas l'exclusivité de l'ensemble des prestations objet du présent marché. Par conséquent, en cas d'impossibilité du titulaire de fournir le matériel, le pouvoir adjudicateur pourra satisfaire ses besoins auprès d'un autre prestataire.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description :** Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion de plein droit relatifs aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. (Ne pas fournir par le candidat en cas de renseignement de la rubrique F1 du DC1 (dernière version) ou le DUME)

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (Ne pas fournir par le candidat en cas de renseignement de la rubrique F1 du DC2 (dernière version) ou le DUME).

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Prix des prestations Calculé par rapport à la remise proposée par le candidat

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique Les 60% sont décomposées de la manière suivante : - Qualité du service (organisation de l'entreprise pour répondre au marché) 25% -

Diversité des produits 30% - Critère environnemental (action en matière de développement durable) 5%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://www.marches-securises.fr>,

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://www.marches-securises.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 27/05/2024 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre** : 150 DAY

**Informations relatives à l'ouverture publique** :

**Date d'ouverture** : 27/05/2024 à 13:30

**Informations complémentaires** : Elle se fera ultérieurement à la date limite de remise des offres, en présence de l'acheteur. L'ouverture des plis n'est pas publique et aucune personne extérieure à la Commune ne peut y participer.

**Conditions du marché** :

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : oui

**Le paiement en ligne sera utilisé** : oui

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué** : Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. En cas de groupement conjoint, le mandataire commun du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique pour l'exécution du présent marché. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

**Montage financier** : Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée. Aucune avance ne sera versée. Modalités essentielles de financement et de paiement Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement sur le budget de la Commune. Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

**Informations relatives aux délais de recours :** Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal Administratif de Nîmes

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Nîmes

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Ville de Beaucaire (30)

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Ville de Beaucaire (30)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Nîmes

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Ville de Beaucaire (30)

**Organisation qui traite les offres :** Ville de Beaucaire (30)

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Ville de Beaucaire (30)

**Numéro d'enregistrement :** 21300032600016

**Adresse postale :** Place Georges Clémenceau

**Ville :** Beaucaire

**Code postal :** 30300

**Subdivision pays (NUTS) :** Gard ( FRJ12 )

**Pays :** France

**Adresse électronique** : pierre.mariette.lopez@beaucaire.fr

**Téléphone** : +33 466591006

**Télécopieur** : +33 466593040

**Adresse internet** : <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <http://www.beaucaire.fr/>

**Profil de l'acheteur** : <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

## 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Tribunal Administratif de Nîmes

**Numéro d'enregistrement** : 13000192800014

**Adresse postale** : 16 Avenue Feuchères CS 88010

**Ville** : NIMES

**Code postal** : 30941

**Subdivision pays (NUTS)** : Gard ( FRJ12 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-nimes@juradm.fr

**Téléphone** : +33 466273700

**Adresse internet** : <http://nimes.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : 36f5b79f-a8b8-4d68-b077-41e8d9ec8c51 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis : 25/04/2024 à 14:22**

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français**

## **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication : 25/04/2024**